

ANALYSE 2007

# Dépenses militaires et Agence européenne d'armement

---



*Publié avec le soutien du service de l'éducation permanente de la  
Communauté française*

## Dépenses militaires et Agence européenne d'armement

---

*Tout le monde connaît le GRIP<sup>1</sup> et ses excellent-es analystes dont Luc Mampaey. Récemment, il publia deux textes importants<sup>2</sup> dont le contenu surtout chiffré est, avec son encouragement, synthétisé par nos soins, puis commenté, sous notre responsabilité, ci-après.*

*Le gaspillage mondial ou les dépenses militaires dans le monde<sup>3</sup>*

Les dépenses militaires mondiales pour l'année 2005 représentent \$ 1 001 milliards, soit quelque € 750 milliards. Cette somme se compare au budget de l'Etat belge de € 45,5 milliards et à son Aide Publique au Développement de € 1,8 milliard. Les dépenses militaires mondiales ont chuté régulièrement jusqu'en 1996 quand elles s'établissaient à 747 milliards de dollars, le niveau le plus bas de la période 1988-2005.

La période 1996-2005 enregistre d'importantes variations selon les pays, dominées cependant par une tendance générale à **un nouvel accroissement des dépenses militaires** dans toutes les régions du monde, à l'exception toutefois de l'Amérique centrale, région où elles diminuent de 3% au cours de cette période. Entre le point bas de 1996 et le niveau de 2005, les dépenses militaires mondiales ont progressé de **34%**, démontrant clairement que la période de déclin important des dépenses militaires qui avait suivi la fin de « guerre froide » est révolue.

En Amérique du Nord, l'explication de la très forte hausse depuis 1996 (+49%) se trouve aux EUA (+50% depuis 1996), le Canada se contentant d'une hausse de 9% sur la même période

Les EUA comptent pour **près de la moitié du total mondial**, sont donc la principale explication à la hausse massive des dépenses militaires mondiales. Après une décennie de réduction sur la période 1987-1997 et une hausse modérée au cours du second mandat du président Clinton de 1998 à 2001, les attentats du 11 septembre 2001 ont permis de justifier les hausses massives qui étaient **attendues depuis plusieurs années par la Bourse et les groupes de production d'armements**. Il convient de nous rappeler que ces énormes dépenses des EUA sont, en pratique, financées indirectement<sup>4</sup> depuis longtemps par l'UE et le Japon, puis plus récemment par la Chine. D'où l'endettement extérieur des EUA dépasse l'ensemble d'endettements du reste du monde.

---

<sup>1</sup> Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité à Bruxelles.

<sup>2</sup> Le rôle de la R&D à vocation militaire et sécuritaire dans le „nouvel objectif stratégique” européen: quelques leçons des EUA, GRIP, 2.1.2007 et Dépenses militaires et transferts d'armements conventionnels – Compendium 2006, les rapports du GRIP, 2006/5.

<sup>3</sup> Sauf mention contraire, tous les montants relatifs aux dépenses militaires indiqués ci-après sont exprimés en dollars des États-Unis constants, aux prix et taux de change de 2003, c'est-à-dire en supposant que les prix restent inchangés et que le taux de change demeure stable pendant la période examinée.

<sup>4</sup> Du fait que ces pays souscrivent massivement aux emprunts américains pour couvrir le déficit budgétaire des EUA et accumulent des créances immenses sur le pays. Celles-ci doivent régulièrement être renouvelées. Si le renouvellement ne se fait pas le dollar, autrement dit les EUA, est en faillite.

Les dépenses militaires des pays membres de l'UE ont augmenté de +11% depuis 1996. La moyenne de l'UE est fortement influencée par les choix du Royaume Uni, de la France, de l'Allemagne et de l'Italie qui, à quatre, représentent **73%** des dépenses militaires de l'UE en 2004, et seulement très marginalement par les pays d'Europe centrale et orientale qui ont récemment intégré l'Union. Les dépenses de la Communauté des Etats Indépendants<sup>5</sup> ont progressé de 50% entre 1996 et 2005, essentiellement en raison de la très forte hausse en Russie (+49% depuis 1996). Cette hausse spectaculaire doit cependant être relativisée, car les dépenses militaires de la Fédération de Russie seraient de \$ 21 milliards en 2005, mais cette somme ne représente finalement que 13% de la valeur des dépenses militaires de l'URSS en 1988. Une autre comparaison nous indique que, au taux du marché, ces dépenses ne représentent finalement que **4,4%** des dépenses militaires américaines.

En 2005, les 25 pays de l'UE, forts d'une population de 461 millions d'habitants, totalisaient 212 milliards de dollars pour leurs dépenses militaires. Ce montant représente 21,2% des dépenses militaires mondiales. Les États-Unis comptent 296 millions d'habitants et ont effectué \$ 478 milliards de dépenses militaires, soit 4,1%. L'UE dépense donc 2,2 fois moins pour sa « défense » que les États-Unis, alors que sa population est 1,6 fois plus importante. Nous faisons également la remarque suivante. Tant les EUA que l'UE dépensent chacun, annuellement, pour *l'armée, la diplomatie et le développement de la coopération* un total de € 500 milliards environ. Alors que les premiers privilégient l'armée en dépensant plus de € 390 milliards, la seconde n'utilise que € 170 milliards dans ce même but. Là réside toute la différence entre les politiques des deux côtés de l'Atlantique !

### *Le commerce international des armements*

La fin de la Guerre froide et l'effondrement du bloc soviétique ont eu un impact profond sur le commerce international des armements conventionnels et singulièrement sur la répartition des parts de marché entre les principaux exportateurs. La nature de ce commerce s'est modifiée, passant du contexte de la rivalité entre les deux superpuissances et leurs clients associés à des problématiques nouvelles de sécurité régionale. Bien que ces changements aient conduit à un déclin important des transferts globaux d'armements, de nombreux pays, particulièrement ceux en voie de développement, continuent à acquérir des quantités substantielles de nouveaux armements.

On observe un sommet élevé des ventes d'armements conventionnels en 1987, suivi d'une chute continue jusqu'en 1992, conséquence immédiate de la disparition d'une confrontation directe entre l'Est et l'Ouest. Une stabilisation est toutefois observable dès 1993, attribuable surtout aux importantes livraisons d'armements effectuées par les EUA aux pays de la coalition engagée dans le premier conflit du golfe Persique en 1991. De 1994 à 1997, les ventes ont repris une courbe nettement ascendante. Cette relance était due principalement à un rééquipement important des pays du Golfe après

---

<sup>5</sup> Qui regroupe toutes les républiques ex-soviétique, sauf les baltes.

la guerre de 1990- 1991 ainsi qu'à des achats soutenus pour une modernisation de l'armement en Asie de l'Est et plus tard en Amérique du Sud. Les transferts d'armement conventionnel ont ensuite recommencé à décroître dès 1998, jusqu'à atteindre leur niveau le plus bas en 2002. La hausse enregistrée pour 2004 s'explique principalement par l'importance des transferts réalisés par la Russie, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni. Il est toutefois trop tôt pour déterminer si cette augmentation préfigure une nouvelle tendance lourde à la hausse ou bien s'il ne s'agit que de fluctuations dues à une concentration de livraisons liées à des commandes passées.

L'essentiel du marché des armements conventionnels se partage entre un nombre très restreint d'acteurs, tant du côté des ventes que de celui des achats. Si nous prenons en compte la somme des exportations effectuées au cours de la période 2001-2005, nous constatons que 6 pays fournisseurs se partagent près de 83% du marché. Ce sont, dans l'ordre, la Russie (31%), les EUA (30,2%), la France (9,2%), l'Allemagne (6%), le Royaume-Uni (4,2%) et l'Ukraine (2,4%). Ce peloton de tête des fournisseurs est resté pratiquement inchangé depuis 1987.

L'UE est, de loin, le principal acheteur des EUA. Pourtant, les relations transatlantiques ont connus quelques turbulences ces dernières années, principalement en raison de la réticence des États-Unis à autoriser des transferts de technologies satisfaisants pour les Européens dans les programmes de développement de systèmes d'armes menés en coopération.

### *Faut-il désarmer pour développer ?*

En 2001 (l'année pour la quelle on dispose des données), les 32 pays à revenu élevé, qui sont aussi les principaux dispensateurs de l'aide au développement, ont dépensé en moyenne 10 fois plus pour leurs dépenses militaires (555 milliards de dollars) que pour l'aide qu'ils ont accordé à titre d'assistance au développement des pays les plus pauvres (52,9 milliards de dollars). La dette agrégée (533 milliards de dollars) des 58 pays à faible revenu est approximativement égale à la somme des dépenses militaires des 32 pays les plus riches. En d'autres mots, une année de dépenses militaires des pays les plus riches suffirait à effacer l'entièreté de la dette des pays les plus pauvres.

Déjà dans son édition 2007 du « Rapport mondial sur le développement humain », le PNUD soulignait que \$ 80 milliards de dépenses militaires annuelles des pays en voie de sous-développement entre 1995 et 2005 suffiraient pour fournir à tous les habitants à ces pays un accès aux services sociaux de base et à les sortir de la plage de l'extrême pauvreté. Ce chiffre, qui ne représente que 10% des dépenses militaires mondiales, est là pour nous rappeler que l'éradication de la pauvreté absolue est parfaitement dans les moyens de l'humanité. Le véritable obstacle n'est pas une manque de ressources, mais un déséquilibre dans leur affectation : c'est ainsi que se créent les conditions propices à l'émergence de nouvelles menaces qui, à leur tour, confortent les arguments favorables aux développements de nouvelles générations d'armements, grevant davantage encore les ressources disponibles. Selon nous, les diverses pressions corruptives des

multinationales qui bénéficient le soutien de leurs pays d'origine y jouent un rôle majeur et constitue une source non négligeable de la violence dans le monde. C'est ce cercle vicieux qu'il faudrait briser.

*La danse macabre d'inefficacité ou une réorientation des dépenses publiques*

La danse macabre de la paire : multinationale et Etat, suit en cette matière un raisonnement qu'il faut qualifier spécieux. Contrairement à toutes les harangues néolibérales, l'intervention financière de l'Etat serait nécessaire dès qu'il s'agisse des subventions et ce, pour deux raisons : d'une part partager les coûts des investissements de la R&D<sup>6</sup> afin d'en accroître la rentabilité pour les entreprises et, d'autre part, assurer un système de brevets – et en garantir le respect – permettant aux entreprises de « privatiser » aussi longtemps que possible les connaissances produites grâce à des investissements publics. Le secteur de l'armement est tout indiqué pour la mise en œuvre de ce modèle. En effet, lorsque l'on envisage le financement de la R&D en évoquant les « dépenses publiques et secteurs technologiques », ces propagandistes pensent en réalité aux « dépenses militaires et industries de l'armement ».

D'où la création de l'Agence européenne d'armement à l'instar d'organes similaires dans d'autres pays développés. Les discours lénifiants n'y manquent pas. Il n'y aurait point de salut pour l'emploi et la croissance de l'Europe sans une hausse significative des dépenses militaires, dit-on. Les effets négatifs de la préférence donnée à la R&D militaire sur la compétitivité industrielle ont été abondamment démontrés aux EUA, met en évidence Luc Mompaeu.

*La Commission géopolitique de Pax Christi*

Cette analyse est parue sous forme d'article dans le Signes des Temps  
de septembre 2007

---

<sup>6</sup> Recherches et développement

Editeur responsable : Katheline Toumpsin  
Pax Christi Wallonie-Bruxelles, ASBL  
Rue Maurice Liétart 31/1  
B-1150 Bruxelles – Belgique  
Tél. +32 (0) 2 738 08 04  
Fax +32 (0) 2 738 08 00  
E-mail : [info@paxchristiwb.be](mailto:info@paxchristiwb.be)